

Service Prévention des Risques Environnementaux  
Secteur Industrie Agro-Alimentaire  
9, rue du sabot  
22 440 Ploufragan

Ploufragan, le 18/03/2025

## ***Rapport de l'Inspection des installations classées***

Visite d'inspection du 11/03/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **ENTREMONT ALLIANCE**

25 FAUBOURG DES BALMETTES  
74000 Annecy

Code AIOT : 0005500070

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/03/2025 dans l'établissement ENTREMONT ALLIANCE implanté ZONE INDUSTRIELLE DE BELLEVUE 22200 Saint-Agathon. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Le contrôle réalisé le 11 mars 2025 par l'inspection fait suite à la réception d'un signalement le 10 mars 2025 provenant des services Voirie - Biodiversité et Environnement de Guingamp-Paimpol Agglomération (GPA).

#### **Évènement**

Le vendredi 7 mars matin, lors de travaux d'entretien des bassins collectifs, les employés de GPA constatent une pollution dans le bassin pluvial de la zone d'activité de Bellevue. Ce bassin se situe à cheval sur les communes de Ploumagoar et Saint Agathon et récupère les eaux pluviales provenant de la zone d'activité sur la commune de Saint-Agathon. Les eaux issues du bassin se jettent dans le ruisseau de Kergré, affluent du Trieux.

#### **Constats des agent GPA :**

*"Il a été constaté une forte odeur au niveau de la sortie du réseau pluvial arrivant dans le bassin. L'écoulement était d'une couleur blanchâtre à grise, teintant l'eau du bassin. [...] Il est également*

*constaté que ces écoulements sont chauds."*

*"Deux agents des services Voirie et Biodiversité et Environnement sont allés soulever un regard du réseau pluvial en amont afin d'identifier la provenance de cette pollution. À l'ouverture du regard de la chaleur s'en dégage. Il est constaté le même écoulement que sur le bassin pluvial. De plus, un important dépôt est observé dans le fond de la buse [...]."*

Cet événement a débuté vers 9h30 et a duré entre 1 à 2 heures.

Un plan, des photos du bassin et du regard situé entre le bassin et l'établissement Entremont Alliance sont présentées en annexe du rapport.

### **Déroulé**

Les personnes présentes informent leurs supérieurs au sein de GPA de ce déversement.

Un rapport est rédigé et transmis à la DDTM et l'OFB le 07/03/2025 à 16h45. Celui-ci est transféré à l'inspection des ICPE le lundi 10 mars 2025.

L'exploitant Entremont Alliance n'a été informé par GPA que vers 16h30 le vendredi 7 mars.

L'exploitant déclare ne pas avoir constaté d'anomalie lors du contrôle des regards et au point EP3 réalisés le 7 mars vers 16h30 et lors du contrôle du bassin collectif, avec un représentant de GPA, vers 16h45.

Le point EP3 est munie d'un dispositif de contrôle en continu de la turbidité, du pH et de la température. En cas de dépassement des seuils définis, une alarme se déclenche avec report 24 h/24 h. L'alarme au point EP3 ne s'est pas déclenchée et les enregistrements des paramètres ne présentent pas d'anomalies le vendredi 7 mars (données consultées lors de l'inspection et transmises par l'exploitant).

La procédure "Relevage des eaux pluviales en cas de pollution accidentelle REJ/MO/SE/502 - Rèv : 03" précise les actions à mener en cas de déclenchement de l'alarme et de constat visuel d'une pollution/déversement.

Par ailleurs, l'exploitant réalise une ronde journalière (7j/7) pour vérifier l'état du débourbeur, le bon fonctionnement de la pompe de prélèvement des eaux pluviales et l'aspect des eaux pluviales (couleur, turbidité) de la zone Nord. Aucune anomalie n'a été enregistrée sur la semaine 10 (du 3 au 9 mars 2025) ni depuis le début de l'année 2025.

On peut noter que les équipements de contrôle de la qualité des eaux pluviales ne font pas l'objet d'un calibrage.

Suite à l'inspection, l'exploitant a mis en place un suivi des appareils avec la réalisation d'un suivi mensuel. Le pH-mètre et le thermomètre ont été étalonnés le 12/03/2025 avec des étalons internes. Un turbidimètre est en commande pour l'étalonnage du dernier équipement. On note que le document ENRE502 - Contrôle métrologique chaîne de prélèvements des eaux pluviales EP3 (Nord Ouest) créé le 12/03/2025 ne précise pas les écarts acceptables pour chaque paramètre avec les valeurs étalons.

### ***Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :***

- ENTREMONT ALLIANCE
- ZONE INDUSTRIELLE DE BELLEVUE 22200 Saint-Agathon
- Code AIOT : 0005500070
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'usine ENTREMONT ALLIANCE de St-Agathon est spécialisée dans le stockage, le traitement et la transformation du lait ou des produits dérivés du lait.

Elle réalise deux activités principales :

- une activité « Laiterie » avec la production de poudre de lait et de lactosérum concentré ;
- une activité « Fromagerie » avec la production d'emmental et de fromage à pâte pressée non cuite.

Le fonctionnement des installations et des équipements de production, et leurs annexes, est réglementé par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 26 juillet 2016, au titre de la rubrique principale n°3642-3, qui acte sa soumission à la directive sur les émissions industrielles (dite IED).

**Contexte de l'inspection :**

- Pollution

**Thèmes de l'inspection :**

- Eau de surface

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Identification des effluents	Arrêté Préfectoral du 26/07/2016, article 4.3.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Entretien et conduite des installations de traitement	Arrêté Préfectoral du 26/07/2016, article 4.3.4	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Localisation des points de rejet	Arrêté Préfectoral du 26/07/2016, article 4.3.5	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	VLE des eaux résiduaires avant rejet (EP)	Arrêté Préfectoral du 26/07/2016, article 4.3.9.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	VLE des eaux résiduaires avant rejet (ER)	Arrêté Préfectoral du 26/07/2016, article 4.3.10	Demande d'action corrective	3 mois
7	TAR – Collecte et rejet des effluents	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 31-b	Demande d'action corrective	3 mois
8	Exploitation des installations	Arrêté Préfectoral du 26/07/2016, article 2.1.1	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Collecte des effluents liquides	Arrêté Préfectoral du 26/07/2016, article 4.2.2	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le contrôle visuel du bassin collectif et la zone en sortie de la buse d'arrivée des eaux pluviales de la zone Nord de Bellevue font apparaître des dépôts blanc/gris sur les berges, la présence d'algues (coloration verte) au niveau de la buse et sur la zone devant la buse.

L'eau qui s'écoule de la buse, est claire et chaude le jour de l'inspection.

Le dispositif de contrôle de la turbidité des eaux en place au point EP3 à la sortie de site d'Entremont n'apparaît pas adapté. L'exploitant transmettra les éléments techniques ayant permis de fixer un seuil de turbidité à 90 NTU. Par ailleurs, l'exploitant réalisera des bilans quantitatifs et qualitatifs des condensats d'évaporation recyclés, non recyclés rejetées dans le réseau des eaux pluviales et non recyclés rejetées dans le réseau des eaux usées.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Collecte des effluents liquides

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/07/2016, article 4.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan des réseaux
<b>Prescription contrôlée :</b>  Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. [...]
<b>Constats :</b>  Un plan actualisé du réseau des eaux pluviales a été transmis à l'inspection le 13/03/2025. Sur le site, les regards d'eaux pluviales et d'eaux usées sont identifiés respectivement avec les couleurs bleu et rouge. Le plan transmis ne permet pas de suivre le cheminement des condensats d'évaporation qui rejoignent le réseau des eaux pluviales.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Identification des effluents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/07/2016, article 4.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Condensats d'évaporation du lait
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>• les eaux strictement pluviales ;</li> <li>• les eaux susceptibles d'être polluées (notamment celles collectées via le réseau pluvial dans le bassin de confinement), les eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux utilisées pour l'extinction) ;</li> <li>• les eaux industrielles brutes ;</li> <li>• les eaux résiduelles après traitement ;</li> <li>• les eaux domestiques : les eaux vannes, les eaux des lavabos et douches, les eaux de cantine ;</li> <li>• les eaux de purge des circuits de refroidissement ;</li> <li>• les condensats de concentration de lait.</li> </ul>
<b>Constats :</b> Lors de l'inspection sur site, différents regards du réseau des eaux pluviales aboutissant au point EP3 ont été ouverts et inspectés. La canalisation contenant exclusivement des eaux pluviales (point 8 sur la planche photo annexée au rapport) n'apparaît pas encrassée, les eaux qui s'y écoulent sont limpides.

<p>Les eaux présentes dans la canalisation contenant les condensats d'évaporation (point 7 sur la planche photo) est plus trouble avec un dépôt/irisation blanchâtre/gris ne permettant pas de voir le fond de la canalisation.</p> <p>Les eaux de condensats d'évaporation sont réutilisées pour l'alimentation des chaudières et les NEP, le volume hebdomadaire est estimé à 2 000 m<sup>3</sup>.</p> <p>L'exploitant indique que des contrôles de conductivité de ces eaux sont réalisés en sortie évaporateur pour déterminer les postes d'utilisation.</p> <p>Le paramètre permettant de définir le devenir de ces eaux est la conductivité.</p> <p>L'exploitant déclare que les condensats non-conformes au paramètre conductivité sont envoyées dans le réseau des eaux usées. Les condensats conformes sont dirigés en priorité pour alimenter les chaudières (cuve T83), puis les deux cuves NEP T80-T81 puis vers la cuve T41, dont le trop plein rejoint le réseau des eaux pluviales.</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant n'était pas en mesure de présenter les différents seuils de conductivité définis pour les usages et devenir des condensats, ni les volumes journaliers moyens de condensats rejetés dans le réseau des eaux pluviales.</p>
<p><b><i>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</i></b></p> <p>L'exploitant présentera sous forme de logigramme le cheminement des condensats d'évaporation du lait au sein des installations avec les postes d'utilisation, les contrôles réalisés et les critères définies ainsi que le(s) traitement(s) appliqué(s) le cas échéant.</p> <p>Par ailleurs l'exploitant mettra en place des compteurs permettant de quantifier :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les volumes de condensats réutilisés par poste (Chaudières, NEP...) ;</li> <li>• les volumes de condensats rejetées dans le réseau des eaux usées ;</li> <li>• les volumes de condensats rejetées dans le réseau des eaux pluviales.</li> </ul>
<p><b><i>Type de suites proposées :</i></b> Avec suites</p>
<p><b><i>Proposition de suites :</i></b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b><i>Proposition de délais :</i></b> 3 mois</p>

### N° 3 : Entretien et conduite des installations de traitement

<p><b><i>Référence réglementaire :</i></b> Arrêté Préfectoral du 26/07/2016, article 4.3.4</p>
<p><b><i>Thème(s) :</i></b> Risques chroniques, Débourbeur-Séparateur d'hydrocarbures</p>
<p><b><i>Prescription contrôlée :</i></b> [...]</p> <p>Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur des aires de stationnement, de chargement et déchargement, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.</p> <p>Ces dispositifs de traitement sont conformes aux normes en vigueur. Ils sont nettoyés par une société habilitée lorsque le volume des boues atteint 2/3 de la hauteur utile de l'équipement et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues, et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur.</p> <p>Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b><i>Constats :</i></b></p> <p>Le débourbeur séparateur d'hydrocarbures présent sur la conduite EP3 apparaît saturé. Présence de boues flottantes et de traces d'irisation (point 5 sur la planche photos).</p>

On peut noter que lors des rondes journalières, le personnel d'Entremont n'a pas relevé d'anomalie au niveau du débourbeur ou au niveau des écoulements du regard EP3.

Le dossier annexé à l'arrêté d'autorisation du 26/07/2016 (dossier du 17/02/2014 - Pièce 4 Étude d'impact - Page 52) prévoyait que les équipements (débourbeurs- séparateurs d'hydrocarbures EP1 et EP3) soient vidangés deux fois par an.

***Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :***

L'exploitant précisera la fréquence de vidange des équipements et transmettra les deux derniers bons de vidange du débourbeur - séparateur d'hydrocarbures présent sur la canalisation EP3 et les bordereaux de suivi des déchets associés.

***Type de suites proposées :*** Avec suites

***Proposition de suites :*** Demande de justificatif à l'exploitant

***Proposition de délais :*** 1 mois

**N° 4 : Localisation des points de rejet**

***Référence réglementaire :*** Arrêté Préfectoral du 26/07/2016, article 4.3.5

***Thème(s) :*** Risques chroniques, Rejets réseau eaux pluviales

***Prescription contrôlée :***

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes :

<i>Type de rejet</i>	<i>Code</i>	<i>Traitement</i>	<i>Débits autorisés</i>	<i>Point de rejet</i>	<i>Coordonnées Lambert 93 (m)</i>
[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]
Eaux pluviales	EP3 Côté voie ferrée Nord-Ouest EP+ Eau de TAR	Séparateur/Débourbeur + guillotine obturation Contrôle pH, t° et turbidité en continu	372 l/s	Réseau collectif eaux pluviales puis Bassins d'orage collectif (6 750 m <sup>3</sup> + 5 250 m <sup>3</sup> )	x : 248 791 y : 6 846 010

***Constats :***

Les condensats d'évaporation ne sont pas mentionnés pour le rejet EP3.

Le point de rejet EP3 reçoit :

- les eaux pluviales de toitures et les eaux pluviales de voiries de la zone nord ;
- les eaux des TARs ;
- les condensats d'évaporation.

Le point EP3 est équipé d'un ballon obturateur à déclenchement manuel.

Les paramètres pH, Température et turbidité sont suivis et enregistrés en continu.

Le seuil défini pour la turbidité a été fixé à 90 NTU. Ce seuil a été défini par le groupe SODIAAL

pour les différents établissements du groupe.

En comparaison avec la photo de la procédure Relevage des eaux pluviales en cas de pollution accidentelle -REJ/MO/SE/502 - Rév : 01 du 19/04/2013 (1ère photo page 6 de la planche photos) les eaux observées lors de l'inspection au poste EP3 ne sont pas claires (Point **4** la planche photos).

Les eaux du point EP3 sont rejetées dans le réseau collectif des eaux pluviales puis vers les bassins d'orage collectifs de la ZA de Bellevue. Seules les eaux pluviales issues de l'établissement Entremont sont canalisées et rejetées au point Nord du 1er bassin collectif.

L'inspection a pu observer à l'exutoire du point de rejet EP3 au niveau du bassin d'orage (4 photos page 3 de la planche photos) :

- un écoulement permanent d'eau claire à une température supérieure à 20 °C (23,8 °C mesurée en sortie du site EP3) ;
- la présence d'algues, de mousses et de dépôts blancs aux abords du point de rejet EP3 dans le bassin collectif.

***Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :***

L'exploitant présentera les éléments ayant permis de définir le seuil de 90 NTU comme valeur de déclenchement de l'alarme au poste EP3.

***Type de suites proposées :*** Avec suites

***Proposition de suites :*** Demande de justificatif à l'exploitant

***Proposition de délais :*** 1 mois

**N° 5 : VLE des eaux résiduaires avant rejet (EP)**

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/07/2016, article 4.3.9.2

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émissions des eaux pluviales

***Prescription contrôlée :***

Les eaux pluviales sont collectées par un réseau séparatif et déversées dans le réseau pluvial sous maîtrise d'ouvrage collective, puis dans le bassin d'orage collectif d'une capacité totale de 12 000 m<sup>3</sup>, dimensionné pour recevoir les eaux pluviales de la zone industrielle de Bellevue.

Les caractéristiques et le positionnement des points de rejets sont définis dans l'article 4.3.5.

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet, les valeurs limites en concentration des eaux pluviales définies ci-dessous :

<b><i>Eaux pluviales</i></b>	
<b><i>Paramètres</i></b>	<b><i>Concentrations maximales (mg/litres)</i></b>
Températures	30°C
pH	5,5 - 8,5
DCO	125
DBO5	30
MES	35
NGL	10*



Pt	1
HAP	5

\* pour les rejets > 12°C

#### Constats :

L'exploitant a transmis un rapport d'analyse CARSO-CAE édité le 04/02/2025 portant sur les hydrocarbures et les paramètres physico-chimiques des eaux pluviales prélevées au point EP3 (dossier CAB25-650 - Echantillon CAB2501-5667-2, prélevé le 08/01/2025).

Les résultats sont conformes aux VLE définies par l'arrêté préfectoral d'autorisation. Il s'agit d'un prélèvement ponctuel et non d'un prélèvement 24 heures.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra les résultats des analyses de l'année 2023 et 2024 aux points EP3 et EP1 et précisera les modalités de prélèvement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

#### N° 6 : VLE des eaux résiduaires avant rejet (ER)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/07/2016, article 4.3.10

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émissions des eaux de refroidissement

Prescription contrôlée :

Les eaux de refroidissement rejoignent le réseau des eaux pluviales au point EP3, sous réserve de respecter les valeurs limites suivantes:

<b>Eaux de refroidissement</b>	
<b>Paramètres</b>	<b>Concentrations maximales (mg/litres)</b>
Températures	30°C
pH	5,5 - 8,5
DCO	125
MES	35
NGL	10
PT	1
Fer et composés sur échantillon brut	5
Composés organiques halogénés (en AOX)	1
Plomb et composés sur échantillon brut (exprimé en Pb)	0,5
Nickel et composés sur échantillon brut (exprimé en Ni)	0,5

Arsenic et composés sur échantillon brut (exprimé en As)	50 µg/l
Cuivre et composés sur échantillon brut (exprimé en Cu)	0,5
Zinc et composés sur échantillon brut (exprimé en Zn)	2
THM (TriHaloMéthane)	1
Débits journaliers maximum (m3/j)	40

Les eaux de refroidissement ne répondant pas à ces critères de qualité sont dirigées vers un dispositif de traitement adapté ou envoyées dans le réseau des eaux industrielles.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour que ces effluents ne génèrent pas de perturbations du dispositif de traitement.

#### **Constats :**

Il apparaît que les prescriptions de l'article 4.3.10 de l'arrêté préfectoral du 26/07/2016 ne sont pas adaptées et contrares à la prescription de l'article 31-b de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 qui précise :

*"Il est interdit de rejeter les eaux résiduaires de l'installation dans le réseau d'eaux pluviales."*

Sur le site, les eaux de refroidissement regroupent les eaux des TARs et les condensats d'évaporation.

L'exploitant nous précise qu'il réalise des analyses sur les eaux issues des TARs conformément à l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013.

Le rapport d'analyse CARSO-CAE édité le 24/12/2024 (Echantillon CAB2412-531-1 prélevé le 10/12/2024) transmis suite à l'inspection ne porte pas sur l'ensemble des paramètres prescrits par l'arrêté d'autorisation du 26/07/2024 et par l'arrêté ministériel du 14/12/2013 (article 38).

A noter : l'origine des eaux de TAR indiqué sur le rapport d'analyse "Rejet SDM" est incorrect. La SDM est équipée de 2 TARs adiabatiques.

#### ***Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :***

Les prescriptions de l'article 4.3.10 de l'arrêté préfectoral du 26/07/2016 seront corrigées par l'inspection afin de respecter la prescription de l'article 31.b de l'arrêté ministériel du 14/12/2013.

L'exploitant respectera les prescriptions de l'article 31.b de l'arrêté ministériel du 14/12/2013.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

#### **N° 7 : TAR – Collecte et rejet des effluents**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 31-b

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rejet eaux des TARs

**Prescription contrôlée :**

[...]

b) Il est interdit de rejeter les eaux résiduaires de l'installation dans le réseau d'eaux pluviales.

[...]

<p><b>Constats :</b></p> <p>Les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 26/07/2016 sont non conformes à la prescription de l'article 31.b de l'arrêté ministériel du 14/12/2013.</p> <p>En effet, les eaux issues des TARs du site sont envoyées dans le réseau des eaux pluviales point EP3.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois
<b>N° 8 : Exploitation des installations</b>
Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/07/2016, article 2.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Objectifs généraux
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- [...]</li> <li>- la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ;</li> <li>- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Il apparaît après contrôle visuel :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• du bassin collectif de la zone de Bellevue ;</li> <li>• du point de rejet des eaux pluviales dans le bassin collectif ;</li> <li>• des regards du réseau des eaux pluviales du site d'Entremont (points 4 5 et 7 de la planche photos) ;</li> </ul> <p>que le rejet des condensats d'évaporation dans le réseau pluvial semble avoir un impact sur la qualité des eaux collectées par le bassin collectif.</p> <p>L'absence de données qualitatives et quantitatives sur les condensats d'évaporation ne permet pas d'évaluer précisément l'impact sur la qualité des eaux. Par ailleurs, la valeur maximale de la turbidité fixée à 90 NTU devra être justifiée.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant évaluera l'impact des rejets des condensats d'évaporation sur la qualité des eaux pluviales déversées au point nord du bassin collectif de Bellevue et adaptera leur devenir en conséquence.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois